Poursuites contre les crimes dâ??IsraÃ«l : une boule de neige dont on ne peut arrÃªter lâ??avancÃ©e

Description

Par Adri Nieuwhof, mardi 06 janvier 2015

Shawan Jabarin, directeur de lâ??organisation des droits des Palestiniens Al-Haq

Quel est le degrÃ© dâ??importance de la dÃ©cision de Mahmoud Abbas, prÃ©sident de lâ??AutoritÃ© Palestinienne, de signer le Statut de Rome de la Cour PÃ©nale Internationale (CPI) ? Lâ??Ã©minent avocat des droits de lâ??Homme Shawan Jabarin parle de cette dÃ©cision comme dâ??une boule de neige dont on Â« ne peut arrÃªter Â» lâ??avancÃ©e.

Bien que les gouvernements occidentaux aient garanti lâ??impunitÃ© dâ??IsraÃ«l pendant des dÃ©cennies, il existe maintenant une rÃ©elle possibilitÃ© de conduire les criminels de guerre israÃ©liens devant la justice.

Jabarin dirige lâ??organisation palestinienne Al-Haq Ã Ramallah. Il a directement souffert des atteintes aux droits de lâ??Homme par IsraÃ«l. PrÃ©alablement retenu en dÃ©tention administrative - emprisonnement sans charges ni procÃ¨s- Jabarin a subi de la part dâ??IsraÃ«l une interdiction de voyager fondÃ©e sur des Â« preuves secrÃ¨tes Â» de 2006 Ã mars 2012.

Adri Nieuwhof : ConsidÃ©rez vous que la signature du Statut de Rome soit importante ?

Shawan Jabarin : Jâ??aimerais dâ??abord Ã©voquer un point important. Abu Mazen [Mahmoud Abbas] a signÃ© le Statut de Rome en tant que prÃ©sident de lâ??Ã?tat de Palestine. Il a utilisÃ© la CPI comme outil de marchandage pour des raisons politiques et dans lâ??intÃ©rÃªt des nÃ©gociations. Mais je pense que les AmÃ©ricains et les IsraÃ©liens lâ??ont coincÃ© et ne lui ont rien donnÃ©.

Nous avions lâ??habitude de le pousser Ã faire la distinction, la diffÃ©rence entre la voie des nÃ©gociations et de la politique, et la voie du droit absolu des Palestiniens Ã rejoindre les traitÃ©s, les corps et les organisations (de lâ??ONU). Mais eux (Ã lâ??AutoritÃ© Palestinienne) ont continuÃ© Ã mÃ©langer les deux voies et Ã considÃ©rer cette question comme une question politique. Je ne peux pas dire quâ??il a rompu avec cette stratÃ©gie. Mais je peux dire quâ??il a signÃ© parce quâ??il nâ??a rien obtenu des IsraÃ©liens et des AmÃ©ricains et quâ??il a vu que le prix Ã payer par les Palestiniens Ã©tait trÃ¨s Ã©levÃ©.

Il ne sâ??agit pas que des salaires et ce nâ??est pas quâ??une question dâ??argent. Il sâ??agit de leur sang et de leurs vies. A la fin, la population Ã©tait dÃ©Ã§ue. Il Ã©tait clair que le peuple avait perdu lâ??espoir. Il avait mÃªme perdu foi et croyance en ses dirigeants. Je pense quâ??Abu Mazen est arrivÃ© Ã cette conclusion et a traitÃ© avec la CPI en ce sens.

En tant que Palestiniens, que pouvons nous obtenir de la signature du Statut de Rome ? Je pense que nous pouvons premiÃ¨rement poursuivre les criminels israÃ©liens, car sâ??il nâ??y a pas de prix Ã payer par les criminels, ils continueront Ã commettre leurs crimes encore et encore et encore.

DeuxiÃ¨mement, il y a principalement le crime de la colonisation et le crime commis Ã Gaza.

Je ne pense pas que ce soit facile et que nous arrivions Ã une solution demain. Cela prendra du temps, il faut un travail professionnel, il faut de la patience.

Les IsraÃ©liens sont nerveux et la rÃ©action israÃ©lienne est agressive, mais je suis sÃ»r quâ??Ã la fin ils tiendront compte de la rÃ©alitÃ©. Et ils feront face Ã la grande question de savoir sâ??ils veulent que lâ??AP (lâ??AutoritÃ© Palestinienne) continue ou non. Câ??est la mÃªme question pour les AmÃ©ricains et les EuropÃ©ens. En fin de compte, je pense que lâ??AP est un corps nÃ©cessaire pour la communautÃ© internationale. Et pour les IsraÃ©liens parce que les IsraÃ©liens font porter toutes les responsabilitÃ©s sur leurs Ã©paules (celles de lâ??AP). Ils donnent Ã lâ??AP le sale boulot. Les sanctions ou la punition par les IsraÃ©liens ou les AmÃ©ricains [contre lâ??AP] nâ??aident en rien.

Jâ??ai eu lâ??impression que câ??Ã©tait la premiÃ¨re fois que les Palestiniens dÃ©cidaient quelque chose. Ils lâ??ont exprimÃ© de clairement. Ils ont dit quâ??ils ne dissoudraient pas lâ??AP de leurs propres mains, mais que, si les IsraÃ©liens voulaient agir, quâ??ils prennent aussi leurs responsabilitÃ©s. Ils ont dit que nous avions autre chose Ã faire, comme arrÃªter toute relation avec les IsraÃ©liens et les laisser faire ce quâ??ils veulent. Les laisser tuer, les laisser dÃ©porter, les laisser dÃ©truire. Nous arrÃªterons la coordination sÃ©curitaire, nous arrÃªterons les relations Ã tous les niveaux.

Comment traiterons nous avec la CPI en tant quâ??ONGs (organisations non-gouvernementales) ? AprÃ¨s la demande dâ??accession, aprÃ¨s que la dÃ©claration ait Ã©tÃ© soumise au bureau dâ??enregistrement de la CPI, la Palestine a donnÃ© Ã la CPI compÃ©tence rÃ©troactive Ã dater du 13 juin 2014, ce qui couvre lâ??attaque sur Gaza.

La boule de neige avance maintenant et on ne peut lâ??arrÃªter. Le camp des officiels nâ??a pas le plein contrÃ´le et nous, organisations de la sociÃ©tÃ© civile, avons assez de marge. MÃªme quand ils voudront traiter diffÃ©remment avec la CPI dans le futur, nous aurons une marge suffisante pour pousser le bureau du procureur Ã mener son enquÃªte et dÃ©marrer, mÃªme sans rÃ©fÃ©rence de la partie Ã©tatique de la Palestine.

Nous nous coordonnons avec eux [lâ??AP], nous nous rÃ©unissons, mais nous ne saperons pas leur travail et ils ne pourront miner le nÃ´tre. Nous travaillerons parallÃ¨lement. Telle est la dÃ©cision de toutes les organisations de droits de lâ??Homme en Palestine.

AN : Comment les militants des droits de lâ??Homme peuvent-ils aider Ã la mise en cause de criminels de guerre ?

SJ : Les Palestiniens trouvent de riches ressources dans le mouvement de solidaritÃ© internationale partout Ã travers le monde, de la part de diffÃ©rentes professions, de diffÃ©rents groupes.

Tout dâ??abord, les juristes, professionnels et praticiens peuvent aider Ã travers leur consultation et leurs idÃ©es. Ceux qui sont prÃªts Ã bouger peuvent nous rencontrer pour discuter de la faÃ§on dâ??agir. Ils peuvent faire pression sur leurs gouvernements, sur les officiels pour quâ??ils ne restreignent pas les Palestiniens et ne les empÃªchent pas dâ??agir. Il est temps maintenant de faire voir les doubles normes, il est temps de corriger lâ??ancien rÃ©cit et lâ??ancienne politique du cÃ´tÃ© des officiels.

La troisiÃ¨me solution est de suivre tous les voyages et visites dâ??officiels israÃ©liens. Ils peuvent nous fournir des renseignements parce que nous devons continuer Ã travailler sur la compÃ©tence universelle.

DeuxiÃ¨mement, les sociÃ©tÃ©s sont Ã©galement responsables [pour leur rÃ´le dans la violation des lois internationales par IsraÃ«l]. Nous devons discuter pour savoir comment nous pouvons avancer et construire des rÃ©clamations.

AN : En rÃ©action Ã la signature du Statut de Rome par Abbas, Shurat HaDin, soi-disant centre juridique israÃ©lien, prÃ©pare des plaintes pour crimes de guerre contre les Palestiniens. Que ressentez-vous Ã ce sujet ?

SJ : Cela ne me pose pas de problÃ¨me sâ??il sâ??agit dâ??une affaire juridique et pas dâ??une affaire politique. Câ??est une faÃ§on pour les IsraÃ©liens de faire pression sur les Palestiniens afin de les faire reculer. Mais nous nâ??avons pas peur. Quâ??ils sâ??activent pour prÃ©senter une affaire ou 1.000 affaires. Cela ne nous pose aucun problÃ¨me. Nous prÃ©senterons nos affaires le moment venu, de faÃ§on trÃ¨s professionnelle.

La population nous soutient et attend impatiemment la justice. Nous considÃ©rons la CPI comme un moyen dâ??arriver Ã une paix rÃ©elle dans cette zone. Parce que les criminels ne paient pas le prix, ils commettront leurs crimes encore et encore.

Punir les criminels israÃ©liens, sanctionner IsraÃ«l, dÃ©sinvestir, voilÃ le moyen de construire, ou de commencer Ã construire le noyau de ce quâ??on appelle le camp de la paix Ã lâ??intÃ©rieur dâ??IsraÃ«l.

Ce nâ??est pas â?? comme le disent les AmÃ©ricains ou quelques pays europÃ©ens â?? quâ??en allant Ã la CPI, vous renforcez [Benjamin] Netanyahu. Non, Netanyahu restera fort sâ??il nâ??affronte aucune punition et sâ??il nâ??y a aucune action contre ses activitÃ©s telles que le pillage des territoires occupÃ©s, lâ??utilisation de ses [de la Palestine] ressources naturelles Ã leur profit et pour leurs intÃ©rÃªts, le transport de lâ??eau vers Tel Aviv et ailleurs. VoilÃ ce qui renforce Netanyahu.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence Media Palestine

Source: Electronic Intifada

date crÃ©Ã©e
2015/01/07